



Le discours du Chef de l'État à la Nation a permis de confirmer que Paul Biya reste ferme et ne cèdera pas au chantage.

La sortie du président de la République était vivement attendue, notamment au sujet de la libération des « prisonniers dits politiques ».

D'aucuns s'attendaient à ce que le chef de l'État dans son discours annonce la fin des poursuites judiciaires contre certains prisonniers dans l'optique de l'instauration du dialogue national. Tous ceux là, sont donc restés à leur soif. Le Chef de l'État est resté constant et lucide.

Non au règne de l'impunité

« Je voudrais d'ailleurs en profiter pour préciser que le respect de la règle de droit et la lutte contre l'impunité constituent les piliers de la consolidation de l'État de droit, à laquelle nous aspirons tous. Fouler aux pieds la règle de droit et assurer l'impunité à certains citoyens, aboutiraient à préparer le lit de l'anarchie », a clarifié Paul Biya. C'est donc dire que, tous ceux qui se sont attaqués aux intérêts de la Nation doivent rendre gorge.

Le ton ferme du Chef de l'État aux ennemis de la paix

«**Il est donc fondamental, à ce stade, de dissiper les rumeurs selon lesquelles, l'on peut tranquillement piller, violer, incendier, kidnapper, mutiler, assassiner, dans l'espoir qu'un éventuel dialogue permettra d'effacer tous ces crimes et assurera l'impunité à leurs auteurs**». C'est l'une des déclarations majeures du président de la République lors de son discours de 30 min.

Visiblement, Maurice Kamto et Cie et Ayuk Tabé n'assisteront pas à la table des discussions d'ici la fin du mois en cours. Ils sont d'office exclus selon les clarifications du président de la République.

Paul Biya ne cèdera pas au chantage et la pression de quiconque

Le chef de l'État, fidèle à sa tradition, a une fois de plus déjoué les pronostics. D'une main ferme, il met en garde les camerounais qui oserait défier les textes et règlements. «**Une telle façon de penser ne peut qu'encourager la perpétuation des violences dans les régions en crise et même en susciter dans les régions où il n'y en a pas, ainsi que nous l'enseigne l'expérience vécue par plusieurs pays dans le monde**».

Possibilités d'un pardon?

Dans sa posture de patriarche et de sage, Paul Biya fixe le cap du pardon vis-à-vis de ceux qui ont défié l'intérêt supérieur de la Nation. «**Il est toutefois vrai que dans le cadre d'un dialogue, d'un processus de paix ou de réconciliation nationale, il puisse être envisagé l'éventualité d'un pardon, dans certaines conditions**».

«**Il est tout également vrai qu'aux termes de notre Constitution, le Chef de l'Etat est habilité à user d'un droit de grâce**».

C'est donc dire que le président Paul Biya tient le gouvernail solidement et reste à la manœuvre du bateau Cameroun. Les uns et les autres n'ont qu'à se ressaisir. La main tendue du Chef de l'État, est celle d'un père avisé face à ses enfants.

Source: ActuCameroun

Titre:237actu.com